

c'est vraiment une manière très curieuse de faire des affaires pour un organisme public. Je reviendrai sur ce point.

On nous a dit aussi que le directeur général d'Aerospace and Armaments, M. Stanley Kerr, un ancien haut fonctionnaire au ministère des Approvisionnements et Services, a quitté ce ministère le 1^{er} novembre pour un poste dans le cabinet CFN. Or, c'est ce même cabinet qui a fait du démarchage auprès d'Approvisionnements et Services au nom de la SNC, la compagnie qui se propose d'acquérir les Arsenaux canadiens Limitée. M. Kerr a bien signé une déclaration assermentée précisant qu'il n'a rien eu à voir du tout avec cette transaction, mais on se pose des questions. Lorsqu'ils formaient l'opposition, les conservateurs n'auraient certes pas manqué de pousser les hauts cris en invoquant à qui mieux mieux la possibilité d'un conflit d'intérêts.

J'en suis rendu maintenant à un point fort intéressant concernant la procédure étrange suivie en matière d'appel d'offres, procédure qui a abouti au choix de cette seule compagnie. Nous apprenons, grâce au *Sun* de Toronto, que la SNC a participé au financement de la campagne électorale d'un certain député, le ministre chargé du développement régional en l'occurrence, et que cette compagnie et ses dirigeants ont contribué également au fonds électoral, la caisse centrale, du parti conservateur.

Selon *La Presse*, ces gens ont versé une somme de \$10,000 à la caisse électorale du parti conservateur. Il va de soi que tous les politiciens cherchent à obtenir des dons pour financer leur élection, mais quand cet argent est donné à des gens assumant certains pouvoirs sur une transaction comme celle-ci, et que la compagnie concernée en retire des avantages plus tard, le public est en droit de s'interroger. Nous voulons donc savoir qui a influé et sur la transaction et sur cette procédure d'appel d'offres plutôt étrange. Les tractations en coulisses ont-elles eu des répercussions quelconques sur la façon dont l'argent a changé de mains? On a complètement fait fi de celui investi par les travailleurs.

J'ai dit tout à l'heure que ce sont les travailleurs qui ont donné tant de valeur à l'usine et à ses produits grâce à leur travail. Ce ne sont pas les intrigants et les spéculateurs qui ont tiré les marrons du feu, mais ils veulent tous ramasser. Quand on sait que certains ont financé les élections d'autres gens qui occupent des postes importants au sein du gouvernement conservateur, il faut donc établir, plus tard, qui recueillent le fruit du travail des employés de cette usine. Cela ne vaut peut-être pas la peine aux yeux du gouvernement, mais c'est certes le cas pour nos concitoyens qui voudraient bien prendre le temps de tirer cette affaire au clair.

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir revenir sur certains points que moi et mes collègues . . .

Une voix: Les mêmes que la dernière fois.

M. Marchi: . . . avons soulevés. Quelques-uns de nos vis-à-vis n'aiment pas, dans les derniers instants d'un débat parlementaire, que des députés de l'opposition prennent la parole pour défendre leur point de vue. Comme je suis ici depuis deux heures à remplir mes devoirs, je crois avoir gagné mon salaire. Nos vis-à-vis ont-ils fait autre chose que de lire *The Toronto*

Société Les Arsenaux canadiens Limitée

Star pour constater que les sondages leur sont de nouveau défavorables.

Ce lieu est une enceinte de débat national et c'est ici que des carrières politiques se font et se défont. C'est ici que se manifestent ceux qui sont capables de défendre les intérêts de leurs électeurs. Je me rends compte qu'il n'y a que les députés du parti libéral et du Nouveau parti démocratique qui semblent prendre à coeur les sollicitations dont nous sommes l'objet. Pourtant, nos vis-à-vis sont l'objet des mêmes démarches, mais ils se contentent d'en prendre note alors que nous les défendons devant la Chambre.

Mon ami et collègue, le député d'Ottawa—Vanier (M. Gauthier), a cité un passage du numéro d'avril de *Business Magazine*.

Des voix: Encore.

M. Marchi: Les passages qu'il nous a lus étaient intéressants et nos vis-à-vis en veulent davantage. Le député d'Ottawa—Vanier a oublié de citer les propos de M. O'Toole, membre de la section de la privatisation du Conseil du Trésor, qui a dit que le gouvernement n'avait sans doute pas suffisamment investi de temps dans cette affaire.

Si l'on fait un rapprochement entre ces propos et le sous-amendement, cela lui donne un éclairage bien particulier.

En vérité, je ne suis pas tout à fait d'avis que nous devrions reporter cette décision même si je n'approuve pas la décision elle-même. Puisque la décision a été prise, je pense qu'il convient de la traiter comme il se doit. Je ne pense pas que l'on doive la reporter en 1989, car si nous voulons faire preuve de sérieux en considérant pourquoi cette entreprise exerce dans ce domaine, nous avons l'obligation de régler le problème d'une façon décisive et consciencieuse.

Voilà pourquoi je n'accepte pas que le projet soit reporté en 1989 sans autre motif ou que l'on attende qu'un gouvernement néo-démocrate soit élu comme l'a suggéré un député de ce parti. Dans ce cas, il ne faudrait pas attendre jusqu'en 1989, mais probablement en 3089.

Par conséquent, notre objectif n'est pas de retarder indûment la mesure mais plutôt de permettre au gouvernement d'avoir tout le temps nécessaire pour réexaminer la question comme le suggère la revue, et de faire son travail comme il se doit. Le gouvernement devrait préparer ses dossiers pour le bien de la classe moyenne, pour une fois. Je dis «pour une fois» parce que le gouvernement conservateur semble s'inquiéter de tout sauf du sort des gens ordinaires.

● (1650)

Je me demande bien pourquoi les députés ministériels font l'éloge des Arsenaux canadiens qu'ils présentent comme une entreprise fière et rentable juste au moment où le gouvernement s'en départit. Si le gouvernement reconnaît tant de valeur aux Arsenaux canadiens, il devrait reconnaître en même temps que cette entreprise doit en partie à ses 800 employés la rentabilité, l'efficacité et l'excellence qui la rendent intéressante pour le secteur privé. Si le gouvernement veut bien admettre qu'il en est ainsi grâce à la diligence et à l'application de ces 800 employés, il devrait se sentir au moins l'obligation de leur donner ce qui leur revient. Le débat sur l'avenir de cette société met aussi en cause l'avenir de ces 800 employés. Ils lui ont consacré leur vie. Les sommes qu'ils ont versées dans leur